



Genève le 6 mai 2016\*

\*Anniversaire, 10 ans d'activités de RESO-Femmes

## RAPPORT d'ACTIVITE

En 2000, un plan d'action néo-libéral a été introduit par les Nations Unies, suivi de l'adoption des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Il a donné lieu à une déclaration signée par les dirigeants de la planète, accompagnée de 8 objectifs clairs pour remédier aux problèmes de paix, de sécurité, du développement, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En introduisant une autre dimension au développement, il s'agissait de reformuler des politiques de développement mesurables d'ici 2015 et de les accompagner d'un plan idéologique commun et consensuel. L'être humain devenu central du processus de formulation des politiques de développement mesurables d'ici 2015, ces dernières devaient être accompagnées d'un agir planétaire opérationnel et efficace. En somme un plan commun d'action de mode idéologique et consensuel afin d'éradiquer la pauvreté fut mis en place.

En 2014, dans la continuité du dispositif de Pékin de 1995, pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ONU-Femmes décide d'intégrer **au débat des leaders de la société civile émergeant des régions, à côté des traditionnelles pionnières intellectuelles et militantes de Pékin**. L'objectif était d'orienter de nouvelles initiatives associant l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes aux urgences des 8 objectifs du plan néo-libéral. Le phénomène est inédit, car de nouvelles générations de leaders prennent la parole pour des mesures concrètes en faveur des OMDs et des réformes pour le post-agenda. Pour rappel, le post-agenda s'inscrit dans une perspective de développement durable et d'objectifs planétaires pluri-institutionnels : mettre fin à la pauvreté, améliorer la santé et éducation, bâtir des villes durables, combattre les changements climatiques et protéger les océans et les forêts.

Depuis mes travaux de recherche, j'ai pu identifier des groupes féminins que je qualifie de « leaders intermédiaires et de médiateurs », formées en réseau depuis l'ONG RESO-Femmes. L'ONG depuis 2006 s'occupe de formations « empowerment et autonomisation des femmes » depuis deux terrains pionniers (Mopti, Ouagadougou). Dès lors en initiant des projets, en particulier le projet « Eau, Assainissement, Alimentation », et en appliquant le principe de « la formation des formateurs », nous avons bien souligné que pour notre organisation, il ne s'agit pas que de promouvoir des services socio-économiques en faveur des groupes vulnérables, comme l'a longtemps prôné le dispositif onusien, mais de leur permettre de devenir des agentes privilégiées de l'environnement et du dialogue des politiques locales (dans un premier niveau de stratégie de rapprochement des collectivités locales, avant le niveau II et III, d'une réflexion sur les politiques nationales et des stratégies internationales).

### RESO-Femmes, International

Route de Ferney 150 • Case postale 2100 • CH-1211 Genève 2

Tel. +41 22 791 60 57 • Mobile +33671182802

[www.reso-femmes.org](http://www.reso-femmes.org) • [contact@reso-femmes.org](mailto:contact@reso-femmes.org)



Une expertise que seule l'anthropologie politique depuis un long terrain d'action est capable d'identifier. Ainsi pendant plus de 10 ans des formations en leadership ont été

apportées à deux groupes de 40 leaders émergents des régions (5 ans au Mali et 5 ans au Burkina Faso), pour leur permettre d'être au centre des négociations et leur donner une visibilité à travers notre site Internet ainsi qu'une autonomie par un encadrement de nos programmes (fourniture d'équipement de base pour garantir la relève de formation et leur autonomie).

Dès lors pour mieux leur transmettre les enjeux et en retour faire valoir leurs droits, une participation active au débat onusien et la production de plaidoyers en leur faveur a été régulièrement assurée. Grâce à nos partenaires des collectivités, les deux groupes, après leur formation politique ont bénéficiés d'équipements et d'un plan d'action final pour s'élargir et multiplier leurs membres (missions régulières de la présidente et responsable des programmes).

Ainsi à Ouagadougou, des équipements d'un montant de 4357 CHF en vue de leur permettre d'assurer des relais concrets de productions accompagnés de formation à leurs membres (180 membres au total pour les 40 leaders) ont été réalisés.



En effet en introduisant dans nos programmes des leaders formés par nos outils inédits, ces dernières veillent essentiellement à les sensibiliser aux problèmes de l'eau, l'assainissement et la sécurité alimentaire et à leur garantir en retour un empowerment efficace, à savoir un statut dans leur communauté, un positionnement électoral et une expertise active de participation aux décisions locales autant pour prendre part aux priorités d'infrastructures que pour une prise en charge des populations les plus vulnérables, en plaidant en leur faveur. Des **méthodes stratégiques gérées en amont et découlant d'une connaissance anthropologique approfondie** et inédite garantissent le relais et pérennisent l'action des 40 leaders. Le principe de la « formation des formateurs » les dispense en 6 groupes d'intervention composés pour chacun de 30 leaders. Concernant les équipements futurs pour les 6 groupes, l'objectif était d'avancer dans leur plaidoyer en faveur des manques d'infrastructure et des droits fondamentaux des populations.

A la dernière assemblée de janvier 2016, il a été nommé deux responsables, Mme Awa Z., responsable politique chargée de la cohérence et unité des groupes et Mme Angel S., chargée d'assurer les productions, son groupe étant initiateur d'une farine comme nous l'avons fait pour Mopti. Elles ont aussi été désignées comme responsables des cotisations et

**RESO-Femmes, International**

Route de Ferney 150 • Case postale 2100 • CH-1211 Genève 2

Tel. +41 22 791 60 57 • Mobile +33671182802

[www.reso-femmes.org](http://www.reso-femmes.org) • [contact@reso-femmes.org](mailto:contact@reso-femmes.org)

pour fournir des rapports afin d'enrichir nos programmes et améliorer en retour nos stratégies d'action en leur faveur. L'objectif étant de maintenir des groupes exclusivement formés de leaders féminins de différentes générations en respect aux modes de fonctionnement préexistants. Les difficultés politiques nous ont contraints dès la fin 2015, Elles ont été compensées par une multiplication d'interventions institutionnelles et scientifiques pour plaider en leur faveur et prendre en compte dans nos programmes les nouvelles données sécuritaires en guise de recommandations (notre statut général ECOSOC).



Ainsi l'année 2016 n'a pas été inactive alternant au travail de projets l'expertise de nos programmes et des contenus contributeurs de nos avancements auprès des Nations Unies, en matière de réflexion sur les différents agendas, et son rapport avec empowerment des femmes (thème de la 60th conférence d'ONU-Femmes, agenda 2030 et les autres agendas en particulier ceux qui tourne autour de l'environnement et de la sécurité planétaire).

Comme précisé précédemment, toutes nos actions s'accompagnent d'une expertise anthropologique qui permet de pallier aux inconvénients du terrain et de maintenir notre structure quelque soit les événements, même si replis des partenaires. En phase également d'extension de nos partenaires et de la multiplication de nos structures (RESO-Femmes Europe, RESO-Femmes New York), l'axe enseignement en anthropologie politique et notre expertise en environnement sont ainsi privilégiées (démarche bottom up), raison de notre intérêt récent aux politiques publiques et globales (Ile et IIIe niveau de nos interventions et de mobilisation de fonds structurels sachant que ce sont aux partenaires de se réunir autour

**RESO-Femmes, International**

Route de Ferney 150 • Case postale 2100 • CH-1211 Genève 2

Tel. +41 22 791 60 57 • Mobile +33671182802

[www.reso-femmes.org](http://www.reso-femmes.org) • [contact@reso-femmes.org](mailto:contact@reso-femmes.org)

de nos programmes et plan de recherche, et non à des concurrents improvisés de nous absorber).

Dès lors en introduisant l'axe environnement et sécurité à nos programmes en tant que phénomène global, on perçoit plus précisément les aléas d'introduire la perspective de genre en tant que remède à l'ensemble des problématiques de rapports hommes avec les femmes. Or le concept est né de nos sociétés occidentales et s'avère inadapté dans le cadre de l'empowerment politique de leaders féminin du sud. Sans entrer ici dans le débat théorique, il nous importe certes d'expertiser les représentations et les stéréotypes qui limitent la participation des femmes leaders (le genre est une donne importante) mais pour ce qui est de leur action politique, ces dernières refusent d'être amalgamées et considérées comme dominées ou victimes dans des domaines où elles excellent. Peu de travaux ne prennent suffisamment cette perspective qu'en matière politique, elles sont souvent bien plus performantes que les hommes (le micro-politique au féminin bien souvent négligé au profit d'une visée verticale du politique, qui tend à opposer et faire résister, que permettre le consensus social).

Il se développe par conséquent des subjectivités alternatives, qui privilégient certes des collectifs et mouvements d'associations féminines pour d'abord construire leur autonomie. Mais ce qu'elles priorisent, c'est ce qu'elles nomment le « rattrapage social et politique » depuis les ouvertures électorales, en tant que lieu dynamique d'entre-deux pertinents pour les recherches en anthropologie politique. Autant à Ouaga qu'à Mopti, ces énoncés communs ne font que traduire leur réalité quotidienne et leurs besoins scerces de statut et d'autonomie mais de remédier à leur sort de ne pas être assez prises en compte dans le débat, avant d'envisager un travail commun réel et partagé. De fait, les leaders du sud n'hésitent pas à donner expression à un féminisme spécifique : « on en a marre des hommes », « On veut plus être limités pour notre accès aux ressources et pour affirmer nos réelles compétences » « la ville et la commune doivent nous suivre, car c'est nous qui connaissons la base et c'est nous qui savons mobiliser les réseaux informels, familiaux et amicaux ». (Les élues et leaders d'associations à Mopti, idem à Ouagadougou).

Ces valeurs intégrées à nos programmes, elles nous imposent à la fois une compréhension du global et des analyses à l'égard des compétitions qui se jouent localement que seule une anthropologie engagée et expérimentée peut éclairer. Le travail du siège est politique dans le sens de militer à l'encontre de toutes dominations et subordinations de nos groupes aux prédateurs, et prévenir des idéologies contradictoires qui risqueraient de mettre en péril notre structure. A ce stade un renforcement et élargissement de nos structures au Nord permettent de nous approprier de nouveaux instruments juridiques et des collaborations techniques d'équipes et scientifiques pour y remédier. **Un programme de recherche, après 10 ans de terrain d'action et 8 ans de recherche à la fois théorique et active.**

**RESO-Femmes, International**

Route de Ferney 150 • Case postale 2100 • CH-1211 Genève 2

Tel. +41 22 791 60 57 • Mobile +33671182802

[www.reso-femmes.org](http://www.reso-femmes.org) • [contact@reso-femmes.org](mailto:contact@reso-femmes.org)

Nos membres sont également engagées par la charte qu'elles ont signée (voir ci-dessous), reconduite chaque année.

*RESO-Femmes International*

**CHARTE RESO-Femmes**



**Tacite reconduction**

- **Principe d'engagement :**
  1. Constituer un réseau dynamique et solidaire basé sur les échanges de compétences et de savoirs
  2. Organiser des groupes de concertation sur les stratégies sociales et politiques à adopter en fonction des réalités locales et des priorités des contextes ...
  3. Informer, sensibiliser ses bénéficiaires à travers des formations et des outils conceptuels et opérationnels sur les réformes structurelles et comportementales à adopter en vue de renforcer leur autonomie et leurs compétences sociales, économiques, politiques et culturelles ;
  4. Offrir aux membres et bénéficiaires des formations et des outils d'action ...
  
- **Principe de soutien**
  1. Mobiliser des partenaires institutionnels et du secteur privé à but social et environnemental partageant notre éthique et philosophie à l'égard du renforcement de l'empowerment des femmes sous toutes ses formes,
  2. Donner une visibilité aux compétences du leadership féminin, ....
  3. Promouvoir leur professionnalisation, autonomie à travers l'exclusivité de nos programmes et de nos approches innovantes répondant aux besoins et conditions prioritaires des concerné(e)s (méthode bottom up)
  4. Donner par nos méthodes et outils de participation l'opportunité aux leaders féminins de tous milieux, autant dans les mondes ruraux qu'au cœur des villes, d'accéder à des emplois égalitaires,....
  5. Former des groupes politiques et économiques en vue d'assurer et de produire en retour de bons plaidoyers en leur faveur ainsi que pour répondre efficacement aux fragmentations des mondes locaux et globaux contemporains (autant au sud qu'au nord).
  6. Apporter une contribution active au système onusien et européen, en particulier à travers notre engagement et la conceptualisation systématique de nos pratiques pour lutter contre la pauvreté structurelle et comportementale à l'égard de l'exclusion des femmes sous toutes ses formes et des violences sociétales.....

Notre philosophie d'action est de promouvoir « l'être humain » comme une entité « totale » (approche holistique, pluridimensionnelle et pluridisciplinaire) à laquelle il est nécessaire de

garantir un bien-être, un environnement et un horizon favorable à la fois pour les générations futures et l'avenir de la planète terre (raison d'avoir initié un [second programme opératoire et opérationnel](#), au « G.E.P », le programme « E.A.A »).

[Travailler sur l'expertise politique et environnementale sans les dissocier](#), est garant pour notre organisation de nos efforts à contribuer à un développement durable et protège notre investissement et acquis de longue durée. Avoir mobilisé exclusivement des communes pour rendre opératoire l'autonomie des deux programmes à l'égard des institutions nationales, n'est pas anodin. En effet l'appel à des financements hors Fédérations et gouvernements dans cette première phase (phase I) auprès de collectivités publiques genevoises, vaudoises et valaisannes permet d'harmoniser et rendre compte de résultats et de notre intérêt anthropologique à travailler sur des échelles de participation et de diversifier nos structures et lieux, sans être soumis aux lourdeurs administratives, ceci au profit des avancées et notre expertise auprès des Nations Unies et plus récemment à la commission européenne depuis 2007 (voir document ci-joint)

[Les deux programmes pionniers au Mali et au Burkina font socle pour l'extension de bénéficiaires régionaux et poursuivre à des échelles nationales et internationales notre expertise et modes d'action](#). Publier notre « programme E.AA » s'inscrit dans une démarche de valider nos acquis en matière d'innovation et d'ouverture à la reproduction planétaire de nos modèles et outils exclusifs, dès l'éligibilité de notre programme en cours ; ce qui nous a nécessité des formations et séminaires à Paris, entre 2016 et 2017 et des présences régulières de nos représentants, en particulier à New York.

©RESO-Femmes